

## COMPTE RENDU DU PANEL DU 12 NOVEMBRE 2015

### THEME : «INTERET OU DESINTERET DES JEUNES POUR LES PROCESSUS ELECTORAUX ?»

La Fondation Friedrich Neumann a organisé, le jeudi 12 octobre 2015 à son siège sis à Abidjan-Cocody, un panel, dans le cadre de ses activités dénommées «Les jeudis libéraux». Il avait pour thème : « **Intérêt ou désintérêt des jeunes pour les processus électoraux ?** ». Devant un auditoire d'une soixantaine de personnes, la rencontre a débuté à 14h30, comme prévu, avec l'allocution de Mme Sophie Konaté, chargée, au nom de la Fondation, de souhaiter la bienvenue aux invités et de présenter la structure. La parole sera ensuite laissée aux trois panélistes qui se succéderont dans l'ordre suivant : Dr Flan Moquet César, Directeur du Centre de Recherche Politique d'Abidjan (CRPA) ; Dr Kouamé Christophe, Président de de l'association Citoyens et Participation (CIVIS-CI) et M. Sémien Éric-Aimé, Président de l'Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH).

Dans son exposé, le politologue, Dr Flan, a d'abord livré les statistiques qui confirment la régression du taux de participation des populations en général et des jeunes en particulier aux élections. Il s'est ensuite appesanti sur les raisons qui pourraient expliquer ce désintérêt avant de faire des propositions de solutions.

Les facteurs explicatifs de la tendance baissière de la participation des jeunes aux échéances électorales, pour lui, sont :

- La concurrence faite à la politique par la musique, le sport et autres hobbies.
- La psychose résultant des traumatismes de la crise post-électorale de 2010.
- Le manque de formation politique des jeunes
- L'analphabétisme
- L'influence des facteurs socio-économiques.

Pour y remédier, le conférencier a formulé des recommandations suivantes :

- Mettre la politique au service des jeunes et non l'inverse, dans la relation gouvernants- gouvernés.
- Encourager les jeunes à montrer de l'intérêt pour toutes les échéances électorales.
- Entreprendre une véritable campagne de communication à l'endroit des jeunes pour une participation massive aux élections législatives pour un parlement plus représentatif.
- Donner un signal fort dans le sens du processus de réconciliation nationale.

- Encourager la formation politique des jeunes et travailler à une redistribution équitable des richesses par la pratique de la bonne gouvernance

- Travailler à une baisse du taux d'analphabétisme par l'accroissement des infrastructures scolaires et le recrutement des enseignants.

Dr Kouamé Christophe, à la suite de Dr FLAN, va, dans son exposé, insister sur la définition de l'acte de vote, de la citoyenneté, de la participation citoyenne, avant de montrer la capacité du système électoral ivoirien à assurer la représentation de la diversité et de la complexité d'un électorat ivoirien en pleine mutation. Il a terminé en insistant sur les enjeux susceptibles de faire prendre conscience à cette jeunesse de l'intérêt, pour elle, de participer aux élections.

M. Sémien, le troisième et dernier intervenant s'est attelé, pour sa part, à démontrer la légitimité du désintéressement de la jeunesse au processus électoral, en s'appuyant, entre autres, sur la non prise en compte du terme même de «jeunesse» dans l'arsenal juridique ivoirien. Pour lui, la non association des jeunes aux processus de prise de décision dû à l'absence de démocratie participative fausserait le contrat social par exemple. Il a tenu néanmoins à reconnaître que la non-participation des jeunes au processus électoral, quoique fondée, ne se justifiait pas. Aussi a-t-il invité les autorités à consolider la démocratie par l'implication des jeunes dans le processus de prise de décision.

Au terme de la série des exposés, l'auditoire a soulevé diverses préoccupations, notamment :

- Pourquoi les jeunes ne sont-ils pas suffisamment intégrés aux postes décisionnels ?
- Alors même que la jeunesse représente 77% de la population ivoirienne, ne pourrait-on pas interpréter son désintérêt pour les joutes électorales comme une forme d'engagement politique ?
- L'histoire de certains partis politiques s'est faite sur des bases ethno-tribales, autrement, les conditions qui ont présidé à leur naissance riment avec certain clanisme ; alors peut-on raisonnablement dire qu'il existe des partis politiques vraiment nationaux en Côte d'Ivoire ?

Les panélistes se sont évertués à apporter des éléments de réponses à ces préoccupations.

La rencontre a pris fin à 17h.